



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 04/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HERMES MAROQUINERIE-SELLERIE**

12-16 Rue Auger  
93500 Pantin

Références : 26-0190  
Code AIOT : 0003103703

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement HERMES MAROQUINERIE-SELLERIE implanté Avenue Robert Massé 33440 Saint-Vincent-de-Paul. L'inspection a été annoncée le 02/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HERMES MAROQUINERIE-SELLERIE

- Avenue Robert Massé 33440 Saint-Vincent-de-Paul
- Code AIOT : 0003103703
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Saint-Vincent-de-Paul est dédié à la fabrication artisanale de produits tels que des sacs à mains ou de la petite maroquinerie (portefeuilles) à partir de peaux en provenance des sites des fournisseurs du groupe HERMES. Après réception, les matières premières sont coupées, assemblées avant d'être expédiées.

La société MAROQUINERIE DE GUYENNE est de ce fait autorisée par arrêté préfectoral en date du 17/01/2019 à exploiter un « atelier de fabrication de chaussures, maroquinerie ou travail des cuirs et des peaux » au titre de la rubrique 2360.1 de la nomenclature des installations classées. L'établissement, composé d'un bâtiment unique, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- ateliers : découpe, ponçage, tables de piquage... au total 4 blocs constitués chacun de 2 ateliers tables avec coupe commune sont aménagés,
- pôle logistique : réception et stockage des cuirs, des consommables, des articles nécessaires à l'assemblage des sacs (pièces métalliques, teinture, colles...), expédition des produits finis,
- locaux techniques (transformateur, TGBT, compresseur d'air, local électrique onduleurs et batteries de l'installation photovoltaïque...).

La mise en exploitation a débuté le 14 décembre 2020.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- Eau de surface
- REACH
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	2 mois
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 17/01/2019, article 1.2.1	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant détenait bien la liste des produits chimiques présents sur le site et les fiches des données de sécurité (FDS) associées à ces produits.

L'inspection a procédé, par sondage, à l'examen des fiches de données de sécurité (FDS) de deux produits. Ces produits disposaient de leur FDS à jour. Ils étaient stockés sur des dispositifs de rétention adaptés.

Toutefois, les inspecteurs ont constaté que l'exploitant ne réalise pas d'état des matières stockées et il n'est donc pas en mesure de connaître en temps réel les produits chimiques qui sont présents sur site et leur quantité. De plus, les inspecteurs ont constaté que la mention de danger n'était pas toujours présente sur les étiquettes des contenants de produits chimiques.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2019, article 1.2.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rubrique ICPE			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Liste des rubriques ICPE :			
Rubrique Alinéa	régime	Libellé de la rubrique critère de classement	N a t u r e d e l' i n s t a l l a t i o n
2360.1	A	A t e l i e r s d e fabrication de chaussures ,	Machine dans zone de coupe, zone d'encollage, table et

		<p>chaussures, maroquinerie ou travail des cuirs et des peaux.</p> <p>La puissance maximale des machines pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>1. supérieure à 200 kW (A-1)</p>	<p>d'encollage, table et ponçage.</p> <p>Puissance totale pour le site de 226 kW</p>
2355	D	Dépôt de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs, la capacité de stockage étant supérieure à 10 t	Local de stockage des peaux tannées et teintées de capacité égale à 15 tonnes
2925	D	Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Poste de charge pour engins de manutention (10 kW) Batteries de stockage d'électricité (puissance totale supérieure à 50 kW)
1185.2.a	DC	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°1005/2009</p> <p>Emploi dans les équipements clos en exploitation.</p> <p>Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à</p>	Groupes froids contenant 300 kg de R134a et R410a

		compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	
--	--	---	--

#### Constats :

Au vu des informations recueillies sur le site lors de l'inspection, il n'y a pas eu de modification du site nécessitant d'être portée à connaissance de la DREAL. La situation administrative du site est donc conforme à son arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,

**Thème(s) :** Produits chimiques, Mise à disposition des FDS

#### Prescription contrôlée :

Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.

Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

#### Constats :

L'exploitant tient à jour une liste des produits chimiques présents sur le site.

L'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) des produits présents sur le site est centralisé dans un dossier sur le réseau informatique qui est accessible par l'ensemble des utilisateurs de ces produits.

Les utilisateurs des produits chimiques sont informés de la présence des fiches de données de sécurité et de l'emplacement où les retrouver au cours de leur accueil sécurité sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés [...] dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a procédé, par sondage, à l'examen des fiches de données de sécurité (FDS) de deux produits : la colle VINYLONE 1053 NX et le produit de teinture F5 1241 T T Noir.</p> <p>Les FDS correspondantes sont disponibles dans le dossier informatique dédié aux FDS. Elles sont rédigées en français et ont été mises à jour respectivement en 2023 et en 2025.</p> <p>Les mesures de lutte contre l'incendie, de manipulation et stockage prévues dans ces fiches de données de sécurité sont bien respectées par l'exploitant.</p> <p>En revanche, les inspecteurs ont constaté que pour l'utilisation des produits chimiques au poste de travail, l'exploitant réalise un échantillonnage des produits chimiques dans un contenant plus petit. Une étiquette est bien apposée sur les contenants présents au poste de travail mais elle ne contient pas l'identification des mentions de danger du produit. Cette identification fait pourtant partie de la rubrique 2 de la fiche de données de sécurité dans les éléments d'étiquetage du produit.</p> <p>De même, les fûts de déchet dans lequel sont transvasés les fonds de peinture et de colle ne disposent pas d'information concernant la mention de danger des produits chimiques qu'ils contiennent.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fait apposer les éléments d'étiquetage des produits chimiques, et notamment les mentions de danger, sur l'ensemble des contenants de ces produits.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre</li> </ul>

60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<b>Constats :</b>  Les produits chimiques en attente d'utilisation sont entreposés dans sur une zone du local de stockage des peaux. Ils sont entreposés sur une étagère avec des rétentions métalliques situées à chaque niveau. La capacité des rétentions était conforme à l'article 25-I de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas identifié sur son site de produits incompatibles. Une affiche indiquant la matrice des incompatibilités étaient présentes au niveau du stockage des produits chimiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué qu'il ne disposait pas d'état des matières stockées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant réalise un état des matières stockées et met en œuvre une organisation pour qu'il soit tenu à jour.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois